

# IRAM

Fonds documentaire numérisé

**Auteur :** BELLONCLE, Guy

**Titre :** « Formation des hommes et développement au Niger : introduction à la problématique Nigérienne », *Revue Développement et Civilisations*, n°49-50, pp. 27-37

**Editeur :** IRFED, Paris

**Date :** Septembre-Décembre 1972

# Formation des hommes et développement au Niger : introduction à la problématique Nigérienne

par Guy Belloncle

Le Niger apparaît comme l'un des pays ayant mis en œuvre depuis son accession à l'indépendance, une politique extrêmement active de « promotion humaine » dont il est possible aujourd'hui de dresser un premier bilan.

Dans une première partie nous aborderons les problèmes liés à la formation des populations rurales (hommes, femmes, jeunes) avant d'étudier dans un second temps les problèmes liés à la formation des cadres. En effet, la leçon la plus évidente qu'on peut tirer de ces dix années d'expérience nigérienne c'est qu'il est absolument indispensable d'agir **simultanément** à ces deux niveaux si l'on veut réussir durablement. Toute action qui ne s'adresserait qu'à l'un ou l'autre de ces groupes sociaux serait inévitablement vouée à l'échec **quel qu'en soit le domaine d'intervention** (Vulgarisation agricole, Santé, Génie rural, Enseignement, etc...).

## I. — LA FORMATION DES POPULATIONS RURALES.

### A. — Les hommes.

C'est évidemment aux hommes adultes que s'adresse la plus grande partie des expériences de formation actuellement en cours et le Niger dans ce domaine semble avoir trouvé sa voie — après de multiples tâtonnements — en parvenant — au moins dans certaines régions — à une véritable **intégration** entre l'Animation, l'Union Nigérienne de Crédit et de Coopération (chargée de la promotion des coopératives) et une alphabétisation devenue réellement fonctionnelle.

#### a) *L'animation nigérienne.*

Signalons tout d'abord la différence radicale entre l'animation telle qu'elle est pratiquée au Niger et ce qu'on a pu appeler ailleurs « animation » et qui se trouve en fait être une **pédagogie améliorée de la vulgarisation agricole**. Nous ne sous-estimons pas, bien au contraire, l'importance de cette vulgarisation agricole (nous y reviendrons d'ailleurs ultérieurement), mais les objectifs que doit se fixer l'animation dépassent très largement le simple cadre de la vulgarisation agricole envisagée comme une pédagogie de la diffusion de **nouvelles techniques**.

Au Niger, l'animation est conçue avant tout comme une réflexion menée avec les paysans pour les aider à **analyser** leur propre situation et **rechercher** avec eux les moyens de la modifier. Aussi l'animation se veut-elle **globale**, c'est-à-dire qu'elle entend aborder avec les populations la totalité des problèmes soulevés.

Parmi ces derniers, les problèmes économiques tiendront une large place bien sûr, mais l'expérience prouve que les problèmes **sociaux** (santé, eau, éducation) et **sociologiques** (rapports hommes-femmes-jeunes dans la société, rapports population-administration, etc.) tiennent dans les préoccupations des populations une place plus large encore. En définitive, l'animation se présente donc comme une véritable pédagogie du changement social.

Quels ont été les résultats de cette action d' « animation » ? Dans ce domaine également, une leçon très claire se dégage de l'expérience : des résultats extrêmement positifs ont été obtenus partout où des **techniciens compétents** ont accepté de **dialoguer** avec les populations « animées ».

Les deux conditions sont essentielles : **la compétence** (trop d'opérations ont échoué faute d'avoir été sérieusement préparées sur le plan technique) et l'acceptation par le technicien d'une **discussion loyale** avec les populations sur les objectifs et les moyens à mettre en œuvre dans la réalisation de l'opération qu'il propose.

Ceci explique les réussites enregistrées dans le domaine de la santé partout où il s'est trouvé des médecins orientés vers les problèmes de santé publique et qui ont recherché le contact avec la population par l'intermédiaire de l'animation (1).

De même dans le domaine de l'hydraulique humaine, chaque année des dizaines de puits sont creusés par l'OFEDS avec la participation en travail de la population. Enfin dans le domaine du **Génie Rural**, nombre d'opérations constituent également d'incontestables succès (défense et restauration des sols, aménagements hydro-agricoles dans la vallée du Niger et le Département de Tahoua).

Mais l'opération la plus intéressante est sans aucun doute la mise en place d'un réseau de coopératives sous l'impulsion de l'UNCC (cf. point b ci-dessous).

Malheureusement, on ne peut faire état d'aucune expérience de ce type dans le domaine de la vulgarisation agricole. Pourquoi ? L'explication en est très simple : nulle part au Niger les deux conditions que nous énoncions plus haut n'ont été réunies : ou bien les paysans se trouvent en face d'une société d'intervention dont la compétence est certaine, mais qui se refuse absolument à s'appuyer sur des organisations paysannes (préférant des méthodes d'encadrement **rapproché** avec un moniteur pour 50 ou 100 paysans), ou bien ils ont pour partenaire technique le service de l'agriculture, service administratif sans moyens et **sans politique**. Nous sommes là en présence d'un des problèmes majeurs du Niger d'aujourd'hui. C'est un point sur lequel nous reviendrons dans un instant.

#### b) *L'UNCC et la promotion des coopératives.*

Nous nous permettons de renvoyer le lecteur sur ce point à quelques-uns de nos articles antérieurs en ce qui concerne le détail de cette expérience (2).

Ce que nous voudrions retenir ici, c'est que nous sommes aujourd'hui plus que jamais persuadés que **la coopérative dans le contexte nigérien peut et doit constituer le cadre et le support de toutes les actions de formation qui seront entreprises en milieu paysan.**

(1) On pourra se reporter sur ce point à notre étude : « Santé et développement en milieu rural africain » (sous presse).

(2) Notamment à « Problèmes de la coopération d'épargne et de crédit dans les Pays en voie de développement » Dév. et civil. n° 43.

La participation à la vie de la coopérative et notamment l'accès aux postes de responsabilité constitue pour les paysans une motivation extrêmement forte. On en a la preuve par exemple dans le **taux de participation** aux différents stages organisés depuis cinq ans par l'UNCC et l'animation et qui traitent des problèmes de la coopérative. De plus, une fois la première étape franchie, la coopérative est en mesure d'assurer **sur ses fonds propres** le financement des opérations de formation. Ainsi depuis cinq ans, les coopératives nigériennes consacrent chaque année de 5 à 10 millions CFA à la formation de leurs propres membres (4 à 5 000 cadres coopératifs paysans suivant ainsi des stages d'une semaine chaque année).

Dans un premier temps, ces stages font appel à une pédagogie exclusivement orale, mais très rapidement ce sont les paysans eux-mêmes qui posent le problème de l'**alphabétisation**. Il est alors possible de proposer aux coopérateurs des programmes d'alphabétisation **fonctionnelle** ayant pour objectif de les aider à mieux comprendre ce qui se passe dans les coopératives et de leur permettre d'y accéder à des responsabilités plus importantes. Une expérience tentée en ce sens dans la région de Maradi a obtenu au bout de trois ans des résultats remarquables.

#### c) *L'expérience d'alphabétisation fonctionnelle de Maradi.*

On trouvera dans un rapport de **P. Easton** (1) — principal animateur de cette expérience — une description détaillée des méthodes mises en œuvre. Rappelons-en simplement les grandes lignes.

Les programmes d'alphabétisation fonctionnelle s'adressent en premier lieu aux paysans qui doivent exercer des responsabilités dans les coopératives : (présidents, peseurs, secrétaires, gardiens) et dans les mutuelles de crédit (présidents de mutuelles, secrétaires, trésoriers).

— la formation est donc immédiatement pratique : **tous les exercices d'application** se font à partir des documents utilisés dans la coopérative (cartes de commercialisation, cahier d'enregistrement des apports, barèmes, échéanciers de remboursement, etc...).

— la formation se fait pendant la saison sèche et repose sur un principe d'**alternance** (une semaine de stage, une semaine au village pendant laquelle les stagiaires cherchent à transmettre une partie des connaissances acquises). Un « cours » dure en moyenne six semaines.

L'expérience commencée en 1969 à titre expérimental sur une coopérative a été élargie à six coopératives en 1970. Elle a intéressé 964 paysans en 1971. Au bout de deux campagnes (12 semaines de formation), les résultats sont les suivants :

— la majorité des participants savent faire les additions et les soustractions et écrire des noms simples.

— 34 % peuvent être considérés comme quasi-alphabétisés (quatre opérations, lecture et écriture de textes simples).

— 17 % sont capables de lire couramment les journaux et les textes de vulgarisation (2).

Ces résultats en soi sont déjà éloquentes (surtout quand on les compare avec les traditionnelles campagnes d'alphabétisation) mais le plus important, c'est que la présence

(1) Alphabétisation fonctionnelle à Maradi. Rapport de fin de campagne 70/71, 90 p. + annexes. Une version anglaise de ce rapport existe également sous le titre « Functional literacy and cooperative education in Maradi (Niger) ».

(2) Op. cit., p. 66.

de **paysans alphabétisés** dans chaque village a permis le lancement d'une opération extrêmement importante pour le développement : la constitution et la gestion par les paysans de **stocks de semences**. Si cette expérience réussit, elle est appelée à augmenter de façon très appréciable la production dans la mesure où l'un des goulots d'étranglement est l'insuffisance chronique des semences.

La présence de paysans alphabétisés dans les villages devrait également modifier complètement les données du problème de la **vulgarisation agricole**.

#### d) *La vulgarisation agricole.*

Nous sommes de plus en plus persuadés que la vulgarisation agricole telle qu'elle est pratiquée actuellement en Afrique Noire fait fausse route. Elle repose en effet sur trois principes de base :

- la recherche de paysans « pilotes »
- la présence d'un encadrement rapproché constitué de petits cadres **extérieurs** au milieu
- une pédagogie « parcellisée » qui consiste à hiérarchiser les thèmes techniques et à n'aborder qu'un thème à la fois.

Or, nous pensons qu'aucun de ces principes ne répond à la « logique » du milieu paysan africain tel que nous avons pu l'approcher : il est irréaliste dans un village africain de vouloir faire progresser quelques individus en pensant que le reste suivra. Nous sommes persuadés au contraire qu'il faut chercher à susciter **le dynamisme de la communauté villageoise toute entière**.

C'est ce qui a été fait pour les coopératives et avec un très grand « répondant ». Dans un village africain la pression sociale reste généralement trop forte pour que quelques individus courent le risque de s'aventurer seuls. C'est tout le village qui doit progresser ensemble et toute pédagogie qui s'adresse à des individus isolés est inadaptée.

— Le profil des « moniteurs » ou « encadrateurs » de base (jeunes scolarisés sans compétence technique, souvent méprisants pour le milieu paysan) constitue un obstacle fondamental à l'introduction des techniques nouvelles.

On obtiendrait des résultats nettement meilleurs en ayant recours à **des paysans adultes issus du milieu paysan lui-même**.

A partir du moment où il existe dans les villages des paysans adultes sachant lire et écrire, il n'y a plus aucune raison de ne pas recourir à cette méthode.

— S'il nous paraît pédagogique de hiérarchiser les thèmes techniques et de les aborder progressivement, nous croyons cependant indispensable **de discuter d'entrée de jeu avec les paysans toute la stratégie qui leur est proposée**.

En effet les paysans seront d'autant plus enclins à modifier leur équilibre actuel qu'ils verront mieux où on veut les mener et quel type d'équilibre nouveau ils pourront atteindre au terme du processus de transformation qui leur est proposé (1).

C'est cette nouvelle pédagogie de la vulgarisation qui a été retenue comme hypothèse de travail dans les Projets de développement agricoles des Régions de Zinder et Maradi.

(1) On pourra se reporter sur ce point à notre article « Recherche Agron., Vulg. agricole et anthropologie appliquée », à paraître dans Développement et Civilisations.

Il sera intéressant de suivre attentivement le déroulement de cette expérience pour en apprécier les résultats.

Animation, organisation coopérative, alphabétisation, vulgarisation agricole, voilà donc les différentes actions de formation actuellement en cours au Niger notamment dans les deux départements de Zinder et de Maradi. Les expériences **ponctuelles** réalisées au cours des cinq dernières années ont montré l'efficacité de ces méthodes, mais pour les **généraliser un immense effort de formation des cadres nigériens chargés de les mettre en œuvre s'impose**. L'adoption de telles méthodes implique en effet une véritable révolution dans les **mentalités et dans les comportements des cadres**. C'est un point sur lequel nous reviendrons dans notre seconde partie, mais avant il nous faut dire un mot des problèmes de formation qui intéressent les femmes et les jeunes.

#### B. — Animation et formation des femmes.

Ce sera certainement l'un des plus grands mérites du Gouvernement nigérien que de s'être attaqué à ce problème de façon systématique. Il s'agit là en effet d'un problème difficile et après plusieurs années d'« animation féminine » on commence seulement à voir se dégager quelques-unes des méthodes qui paraissent les plus adéquates pour aborder le problème féminin. A travers le degré de « réponse » enregistré chez les femmes aux différentes actions proposées, une stratégie se dessine.

La méthode suivie consiste au niveau de chaque village touché à reprendre avec les femmes sous forme de « discussion libre » leur emploi du temps d'une journée et, à partir de là, à les faire réfléchir sur les principales difficultés qu'elles rencontrent. Sans doute celles-ci peuvent être différentes suivant les régions, mais la plupart du temps ce sont les mêmes problèmes qui ressortent : difficultés d'approvisionnement en eau, rareté du bois de chauffage, accouchements difficiles, santé des enfants, etc...

Généralement, c'est sur les problèmes de santé que les femmes demandent l'« aide » de l'administration et c'est à partir de là que la réflexion se poursuit.

La première opération proposée est souvent une action de formation des matrones traditionnelles de façon à améliorer les conditions des accouchements en brousse et notamment à favoriser l'évacuation précoce des dystocias sur le Centre médical le plus proche. Cette action a également un effet important sur la diminution de la mortalité néo-natale par la suppression de nombreux cas de tétanos ombilical et de diarrhées des premiers jours. C'est une des actions dont les femmes se déclarent les plus satisfaites. Puis viennent deux autres opérations destinées à protéger la santé des enfants : l'opération « flavoquinisation » (afin d'éviter pendant l'hivernage les accès pernicieux de paludisme le plus souvent mortels) et l'opération « bouillie de sevrage » qui facilite le passage du sein maternel à la nourriture « adulte ». On se trouve là en effet affronté à un problème redoutable bien connu dans toute l'Afrique.

Sur ces premières opérations viennent s'en greffer d'autres qui intéressent également directement les femmes : il s'agit du lancement de **jardins** pour la culture des légumes nécessaires à l'amélioration qualitative de la nourriture et des opérations d'amélioration du **petit élevage** (volailles - chèvres) ayant également pour objet l'amélioration nutritionnelle par la fourniture d'œufs, de viande, de lait.

Est-il besoin de préciser qu'à chacune de ces étapes se trouve posé le problème de l'appui **technique** à ces opérations et donc de la participation des services administratifs (Santé - Agriculture - Élevage).

L'une des limitations les plus importantes rencontrées par l'animation féminine au cours des deux dernières années a été justement que les services techniques ne « suivaient pas », d'où des échecs sur le plan technique et le découragement parmi les femmes.

Enfin, au-delà de ces opérations « spécifiquement féminines », l'Animation cherche à organiser des opérations communes aux hommes et aux femmes (creusement de puits, plantation de bois de villages, etc...).

On peut espérer que dans les prochaines années, une sorte de « modèle » pourra être mis au point dans chacune des zones touchées, modèle qui serait par la suite **généralisable**. (On retrouverait ainsi la démarche suivie au sein de l'UNCC avec la mise au point progressive du « modèle » coopératif).

Le problème le plus important est bien sûr d'assurer simultanément la formation des cadres nigériennes pour qu'elles soient en mesure à la fois de participer à l'élaboration du « modèle » et d'en assurer par la suite la diffusion.

### C. — Les jeunes.

#### a) *Le problème de l'école primaire.*

C'est sans doute le problème le plus important et pourtant c'est celui dont on s'est jusqu'ici le moins préoccupé. Cependant, on a pu constater **au cours des dernières conférences départementales des cadres** une prise de conscience unanime chez les inspecteurs primaires de la gravité du problème.

Il n'est pas possible ici d'aborder une telle question dans toute son ampleur. Cependant il nous paraît qu'un principe essentiel est souvent oublié dans toutes les propositions de réforme de l'enseignement qui sont proposées et qui se fixent comme objectif : **l'intégration de l'école au milieu**. Il ne peut y avoir d'intégration de l'école au milieu adulte si, parallèlement à l'effort fait pour transformer l'école, un effort semblable n'est pas réalisé pour **transformer le milieu adulte**. Les jeunes scolarisés en effet n'accepteront de rester dans le milieu rural que si ce dernier a commencé à **se transformer sous leurs yeux**. Sans cela, cette insertion qu'on leur propose n'aura pour eux aucune « crédibilité » et leur seul espoir de vie meilleure restera l'exode en ville. C'est pourquoi tous les projets qui se limitent à une action sur l'école seule nous paraissent dès l'origine voués à l'échec. Pour nous, la solution est à rechercher dans l'établissement de liaisons permanentes entre les jeunes à l'école et le milieu adulte, liaisons qui doivent se faire à double sens : il ne faut pas seulement que les jeunes sachent ce qui se passe à l'extérieur, il faut encore que les adultes sachent ce qui se passe à l'intérieur de l'école.

**Le problème n'est pas de s'interroger sur la façon de remédier à la coupure entre enfants et parents lorsque les premiers quittent l'école, le problème est d'empêcher dès le départ qu'une telle coupure puisse se créer.**

Le Niger dans ce domaine nous paraît présenter un terrain extrêmement favorable pour une réforme profonde de l'enseignement primaire, en **liaison avec un milieu adulte déjà préparé**.

Lorsque des écoles primaires sont implantées dans les villages-centres des coopératives il serait à la fois possible et intéressant d'étudier les liaisons à établir entre la **coopérative** (10 villages, 500 producteurs) et **l'école**. Une telle liaison semble encore plus souhaitable dans les zones où les adultes sont en cours d'alphabétisation et sont tout prêts à s'intéresser à la formation donnée par l'école à leurs enfants. On a d'ailleurs constaté

dans plusieurs endroits des mouvements de rapprochement **spontanés** entre la coopérative et l'école, soit que des instituteurs cherchent à intéresser leurs élèves aux opérations menées par la coopérative, soit que des coopérateurs demandent l'aide de jeunes scolarisés pour tenir certains documents. Autre fait intéressant : dans les cours d'alphabétisation de deuxième degré, on constate un rajeunissement parmi les participants, certains adultes trop vieux laissant à ce stade la place à leurs enfants.

#### b) *La formation post-primaire* : Les Centres de formation des jeunes agriculteurs.

Afin de rechercher une solution au problème de la formation des jeunes agriculteurs (notamment en vue de freiner l'exode rural), le Ministère de l'Économie Rurale a créé un certain nombre de Centres de Formation de jeunes agriculteurs. Une récente évaluation, cependant, a fait état de résultats décevants.

La grande majorité des anciens stagiaires (qui passent une année complète au CFJA) au lieu de s'installer et de devenir des exploitants « pilotes », vendent l'équipement reçu à crédit et partent en exode. Ici encore l'erreur de départ nous paraît être de n'avoir pas recherché la liaison indispensable avec le milieu adulte. A Maradi, il a été proposé que les futurs élèves du CFJA soient désignés par les conseils des coopératives et qu'après leur formation les jeunes ainsi formés soient utilisés comme « paysans-vulgarisateurs » au niveau de cinq à six villages et rémunérés par la Coopérative sur ses ressources propres. Ce n'est que lorsqu'une certaine **ambiance de progrès** aura été créée au niveau de chaque village, que les adultes comprendront l'intérêt pour eux d'envoyer leurs enfants en formation et que ces derniers pourront se **réinsérer** de façon efficace à leur retour.

## II. — LA FORMATION DES CADRES.

Redisons-le au risque de nous répéter : les principaux obstacles au développement ne sont pas, comme on le croit trop souvent du côté d'une prétendue « passivité » paysanne, ils sont du côté des **cadres** incapables dans leur grande majorité de présenter et de discuter avec les populations des projets techniques valables. Il n'y aura pas de participation des populations au développement tant que l'on n'aura pas modifié en profondeur le comportement des cadres de terrain. C'est ce qui explique l'importance accordée au Niger (sous l'impulsion de la Direction de la Promotion Humaine) aux programmes de recyclage et de formation des cadres. Nous examinerons rapidement ces programmes en distinguant d'une part le perfectionnement en cours d'emploi, d'autre part la formation des nouveaux cadres dans les instituts existant à Niamey.

### A. — Le perfectionnement en cours d'emploi.

#### a) *La formation des cadres régionaux et locaux dans le domaine du développement.*

Ce programme mis en route en 1965 visait à donner à l'ensemble des cadres départementaux et locaux une formation **générale** dans le domaine du développement et une formation **dès pratique** devant permettre aux cadres des arrondissements de tirer le meilleur parti des possibilités d'investissement des **budgets d'arrondissement** (à la suite de la Réforme Administrative intervenue en 1965, les arrondissements nigériens sont des « collectivités territoriales décentralisées » ayant un budget autonome).

Il faut souligner ici l'importance du travail réalisé dans ce domaine. C'est en grande partie grâce à cette formation qu'aujourd'hui, chaque année, un certain nombre d'« opérations de développement » sont financés sur les budgets locaux. Sans doute la masse d'investissements ainsi réalisés reste-t-elle faible, mais les investissements ont au moins le mérite d'être entièrement réalisés sur des ressources locales et constituent un premier effort d'auto-financement du développement.

#### b) La formation des cadres de l'animation.

En cours depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1969, ce Projet a permis d'organiser à l'intention des cadres de l'animation deux cycles de formation (le premier destiné aux cadres d'arrondissement et de département, le second aux cadres de terrain) faisant alterner des sessions intensives de deux mois à Niamey et de courtes sessions de reprise (une semaine) sur le terrain.

Ce qu'il est intéressant de noter, c'est qu'une telle formule a permis **sans nuire gravement aux activités sur le terrain**, d'assurer à des agents qui étaient en service depuis de nombreuses années un minimum de formation théorique et professionnelle. Plus, nous avons pu constater que pour un certain nombre de **cours théoriques** (économie, démographie, cartographie, sociologie, etc.), le niveau d'assimilation des cadres d'animation avait été globalement supérieur à celui que nous avons enregistré auprès des élèves de l'École Nationale d'Administration pour le même type d'enseignement. Ceci s'explique aisément à la réflexion, car le degré de **motivation** des cadres d'animation quotidiennement affrontés à des problèmes pratiques était évidemment nettement supérieur à celui de leurs camarades de l'ENA, jeunes étudiants sans expérience professionnelle. Cette expérience, venant compléter celle que nous avons menée au Sénégal dans le cadre du Collège Coopératif de l'École Nationale d'Économie Appliquée, nous a confirmé tout l'intérêt qu'il faudrait accorder à des cycles de formation de ce type, faisant **alterner** phases de travail professionnel sur le terrain et phases de formation intensives pendant les périodes creuses.

La formation dispensée dans de telles conditions, loin d'être une formation au rabais, est assimilée en **profondeur** et les approches disciplinaires « sectorielles » (économie, sociologie, géographie, démographie, psychologie sociale, etc...) sont infiniment mieux « **intégrées** » que dans le cadre des enseignements scolaires ou universitaires classiques. Ceci suppose néanmoins le recours à des pédagogies nouvelles, les **formateurs** se devant d'acquiescer eux-mêmes une connaissance approfondie du terrain pour faire constamment le lien entre les observations faites par les stagiaires et la formation « théorique » dispensée au cours des phases de formation intensives. Ainsi par exemple, l'acquisition des concepts de base en matière de démographie pourra se faire à partir d'une réflexion critique sur ce que sont les recensements administratifs et la façon dont ils sont faits. De même, les concepts fondamentaux de la statistique seront découverts à partir d'actions concrètes entreprises par les agents. Ainsi, progressivement, les cadres en formation découvrent à la fois la **nécessité** et la **possibilité** de passer d'une connaissance « intuitive » de la réalité à une connaissance « raisonnée » ; la formation dispensée dans de telles conditions devient véritablement un moyen **d'améliorer l'action** et non pas comme c'est trop souvent le cas une accumulation de connaissances mal reliées entre elles et destinées à être oubliées sitôt l'examen passé et le diplôme obtenu.

Le Niger pour sa part s'est orienté délibérément dans cette voie et outre la Promotion Humaine dont nous venons de parler, le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Économie Rurale ont pris la décision d'organiser de façon systématique le recyclage et le perfectionnement de leurs agents. Nous ne nous attarderons pas ici sur le projet du Minis-

tère de la Santé dont nous n'avons pas une expérience directe, mais nous voudrions dire un mot rapide du Projet du Ministère de l'Économie Rurale.

#### c) Recyclage et perfectionnement des agents de l'agriculture.

Le projet vise à étendre à l'ensemble des moniteurs et conducteurs de travaux agricoles actuellement en service sur le terrain, le bénéfice de la réforme pédagogique introduite au sein de l'Institut Pratique de Développement Rural de Kollo il y a trois ans. Cette réforme pédagogique a consisté essentiellement à introduire à l'IPDR un système d'enseignement **alterné** faisant se succéder phases de terrain et phases de formation à l'école suivant les principes mêmes que nous avons formulés plus haut. Il s'agit là d'une innovation essentielle dans la mesure où les élèves sont ainsi amenés **en cours de scolarité** à confronter leur expérience du terrain et la formation théorique reçue à l'école et ont ainsi la possibilité de procéder aux **réajustements nécessaires** à leur retour, avec leurs professeurs, alors qu'auparavant ils emmagasinaient pendant trois ans des connaissances théoriques et se trouvaient brutalement lâchés dans la vie professionnelle sans aucune possibilité de dialogue avec leurs anciens professeurs sur l'utilisation pratique des enseignements reçus. La conséquence logique d'une telle innovation a été d'accorder au niveau de la formation à donner aux élèves une importance croissante à la **sociologie** et à la **pédagogie**, disciplines jusque-là à peu près totalement ignorées. En effet, les problèmes soulevés par les élèves de retour de stage concernaient aussi souvent les **réactions des populations** aux techniques proposées que les techniques proprement dites. Ils se préparaient ainsi à mieux affronter un certain nombre de problèmes concrets qu'ils avaient touché du doigt pendant leurs stages pratiques. Cela sera évidemment encore plus vrai lorsqu'on aura affaire à des agents ayant plusieurs années d'expérience. Aussi ce projet nous apparaît-il comme le plus fondamental de tous ceux qui concernent le développement agricole au Niger. En effet, la réussite des différents projets agricoles est absolument conditionnée par une **modification fondamentale du comportement actuel** des agents de l'agriculture, modification qui ne pourra résulter que d'un effort de formation systématique suivant une pédagogie entièrement nouvelle.

Voilà donc un certain nombre d'indications sur la formation et le perfectionnement en cours d'emploi. Il est bien évident cependant qu'il serait absurde de mettre en place des programmes de formation visant à corriger les lacunes des formations antérieures sans examiner également les réformes à introduire au sein des Instituts actuels de formation pour éviter des erreurs dont on a pu aujourd'hui mesurer clairement les conséquences.

### B. — La formation dans les Écoles.

Il existe au Niger quatre écoles de formation de cadres moyens : l'École Nationale d'Administration, l'École Nationale de Santé Publique, l'École des Agents Techniques et Assistants d'Élevage (1) et l'Institut Pratique de Développement Rural (2). Nous avons déjà mentionné la profonde réforme intervenue au sein de cet I.P.D.R., mais nous pensons également utile de donner quelques indications sur les réformes intervenues dans les deux autres instituts, ainsi que sur le Projet de Centre de formation en Planification et Gestion du Développement.

(1) Cette dernière a été ouverte en octobre 1971.

(2) Nous n'abordons pas ici le problème des cours normaux et de l'École Normale d'Instituteurs dont nous n'avons pas une expérience directe.

a) *L'École Nationale d'Administration.*

La réforme intervenue au sein de l'ENA a pour objectif essentiel de faire des futurs « administrateurs » de véritables « développeurs ». La devise de l'école pourrait être aujourd'hui « Administrer, c'est développer ».

Ceci a conduit à introduire dans la formation dispensée, à côté des enseignements « classiques » (droit public, recensement, maintien de l'ordre, etc...), un enseignement de **développement** (portant sur l'économie, la sociologie et la pédagogie du développement, et de « dynamique de groupes » devant permettre aux futurs sous-préfets d'être de véritables « animateurs de développement » dans leurs circonscriptions. D'autre part, une deuxième innovation a consisté à introduire à la fin de **chaque année** des stages destinés là aussi à permettre aux étudiants en **cours de scolarité** de confronter les enseignements théoriques et leurs observations sur le terrain. Il n'est pas douteux là non plus qu'à **long terme** la présence dans chaque arrondissement de sous-préfets ayant reçu une telle formation, n'ait des résultats extrêmement positifs sur le développement du Pays.

b) *L'École Nationale de Santé Publique.*

L'ancienne École Nationale des Infirmiers (ENI) vient de se transformer en École Nationale de Santé Publique. L'extension des études (trois ans au lieu de deux) va être rendue possible grâce au financement des infrastructures complémentaires nécessaires, mais le changement de sigle va également s'accompagner d'un profond changement dans la conception des études et des programmes.

A l'ENSP également, une plus grande place sera faite aux travaux et aux stages pratiques ainsi qu'aux relations entre santé publique et développement. Déjà un enseignement de sociologie et de pédagogie appliquées aux problèmes de santé (formation de secouristes de village, de matrones, éducation sanitaire) a été introduit au niveau de la 2<sup>e</sup> année et la 3<sup>e</sup> année créée en octobre 1972, fait une très large place aux problèmes de planification de la santé aux niveaux local et régional. L'objectif à atteindre reste le même : former des agents de santé ayant à la fois une claire conscience des problèmes de développement et la formation pédagogique nécessaire pour parler un langage compréhensible par les populations.

c) *Le Projet de création d'un Centre de formation en Planification et gestion du Développement.*

C'est par ce Projet que nous voudrions terminer ce tour d'horizon, car son importance pour l'avenir du Niger nous paraît déterminante. Le Niger ne peut en effet attendre des filières universitaires classiques la solution aux problèmes d'encadrement qui se posent à lui. (Rappelons qu'il y a à l'heure actuelle en tout et pour tout huit étudiants nigériens en sciences économiques qui vont sortir au rythme de deux par an à partir de 1973 !). Il faut donc donner leur chance aux cadres nigériens qui à l'heure actuelle sont considérés comme ayant un niveau équivalent au baccalauréat (cadres B de la Fonction Publique Nigérienne), mais qui ne peuvent faute d'avoir fait des études secondaires classiques, accéder à l'université.

Le centre de formation en Planification et gestion du Développement jouerait ainsi le rôle d'un véritable Institut Universitaire de Technologie qui pourrait dans quelques années s'intégrer à l'Université de Niamey. Les besoins auxquels il s'agit de répondre sont des besoins pressants, qu'il s'agisse des postes de chefs de service régionaux du

Plan (actuellement tenus par des assistants techniques) ou des postes de délégués régionaux et d'arrondissement de l'UNCC tenus par des Nigériens, mais d'un niveau de formation insuffisant par rapport à la complexité des tâches à résoudre.

Un tel projet s'il voit le jour — c'est-à-dire en fait si une source de financement accepte de s'y intéresser — apparaîtrait comme étant le couronnement de l'œuvre de promotion entreprise au Niger depuis plusieurs années en permettant aux meilleurs éléments d'avoir une chance d'accéder à des postes de responsabilité d'où ils seraient exclus si on ne crée pas à leur intention une filière de promotion universitaire.

Voilà donc, rapidement analysée, l'expérience nigérienne dans le domaine de la formation. On a pu constater combien cette expérience était riche. Ce qui frappe surtout c'est la recherche de **cohérence** de la politique menée.

Pour certains, tout ceci a pu apparaître comme un long détour au détriment des tâches immédiates de production. A terme pourtant, il paraît évident cependant que le Niger n'aura qu'à se féliciter de l'importance accordée aux investissements-formation.